

## **Arts vivants & Départements**

En collaboration avec  
l'Observatoire des Politiques Culturelles de Grenoble et l'association Culture et  
Départements

### **Stage de formation professionnelle :**

Rennes – mercredi 18 et jeudi 19 novembre 2009  
**Espace Anne de Bretagne**

# **Culture et divertissement**

## **SYNTHESE DES INTERVENTIONS ET DES DEBATS**

par

### **Aurélien Djakouane**

*Sociologue, Docteur de l'EHESS  
Chercheur au Centre Norbert Elias (EHESS-CNRS)  
Chercheur au CEPEL (Univ. Montpellier 1-CNRS)  
Coordinateur de l'Observatoire des Publics, des Professionnels  
et des Institutions de la Culture (OPPIC)*

Le 01 mars 2009

## Mercredi 18 novembre

---

### 9h30-10h15 : Discours de bienvenue

- **Hervé Biseuil**, directeur d'Arts Vivants 35
- **Didier Le Bougeant**, vice-président culture du Conseil général d'Ille et Vilaine
- **Michel Tamisier**, président de la fédération Arts vivants et Départements
- **Vincent Lalanne**, président de culture et département
- **Lyliane Dos Santos**, direction d'Arts Vivants 84

Après les propos de bienvenue d'Hervé Biseuil, Liliane Dos Santos précise que ces journées constituent une étape préliminaire au colloque de Berlin 2010 qui portera sur le même thème. Didier Le Bougeant rappelle ensuite le contexte politique perturbé, et les interrogations qui pèsent, aujourd'hui, sur les politiques culturelles. Pour lui, ces incertitudes impliquent de re-questionner le sens des politiques publiques, et la place de l'art sur le territoire et dans la société. Les intervenants font part de leurs craintes en évoquant le risque que la culture figure au premier plan des restrictions budgétaires à venir, et que la pertinence de la politique culturelle des départements soit remise en cause. De tels changements pourraient avoir pour conséquence un repli des départements sur leurs compétences prioritaires et une réorientation des politiques publiques vers le divertissement. N'oublions pas qu'à ce jour, les départements sont le deuxième financeur de la culture après les villes. Pour Michel Tamisier, qui exprime sans ambages son inquiétude à l'égard de la réforme des collectivités territoriales, la question du financement de la culture face à l'entreprise de recentralisation est cruciale. En effet, si les dotations de l'Etat restent l'unique moyen de financer les départements, la marge de manœuvre de ces derniers deviendra quasiment inexistante. Si de telles évolutions pourraient bien marquer la fin des politiques territoriales, Michel Tamisier va plus loin et s'interroge sur les dangers qui guettent la démocratie : « *accompagnées d'un mode de scrutin à un tour, c'est la démocratie que ces restrictions remettent en cause !* ». Après les rencontres de Barcelone centrées sur les mutations des politiques publiques territoriales, où la question de l'autonomie avait pris une place importante, l'avenir des associations départementales de musique et de danse semble plus que jamais incertain. Pour Michel Tamisier, ces incertitudes impliquent de rester vigilant pour éviter d'avoir à choisir entre la culture et le divertissement, car l'enjeu majeur des politiques culturelles publiques consiste à capter une audience plus large tout en tenant compte des différentes représentations de la culture, et notamment des cultures populaires. Ou pour reprendre ses mots : « *ne rajoutons pas le mépris à la domination sociale et économique* ». Pour autant, si ce débat sociologique interroge la place des loisirs et du travail dans la société, il faut, selon lui, se garder d'opposer culture et divertissement, même si les fondements économiques des industries culturelles les font se rejoindre : « *si la culture doit pouvoir prendre en compte les attentes des publics, l'offre culturelle ne peut se résumer à cela !* ». Enfin, Vincent Lalanne rappelle l'importance de multiplier les points de vue sur cette question, et la nécessité du débat, débat qui, selon lui, des entretiens de Valois jusqu'à la commission Ballardur, n'a pas eu lieu.

### 10h15-10h30 : Présentation des travaux

- **Jean-Pierre SAEZ**, directeur de l'Observatoire des Politiques Culturelles

Dans son propos liminaire, Jean-Pierre Saez rappelle à la fois, la nécessité de faire attention à la pluralité de sens recouvert par les mots *culture* et *divertissement*, tout comme l'impératif d'actualiser la réflexion sur ces sujets pour nourrir les

politiques culturelles. Il évoque d'abord les différentes approches du mot *culture*, qui oscillent entre une perspective anthropologique plus globale, et une perspective sociologique plus ciblée sur des notions telles que la culture cultivée, la culture de masse et les industries culturelles. Jean-Pierre Saez aborde ensuite la polysémie problématique du mot *divertissement*, se divertir évoquant à la fois le fait de « se détourner », ou de « s'absenter de soi », tout comme le fait de « prendre une récréation ». Il souligne d'ailleurs que la plupart formes artistiques n'ont pas résolu ce dilemme. Citant Balzac, il rappelle que le divertissement s'oppose à l'ennui – « *Aux heures de divertissement, il s'entretenait avec de bons livres* » – mais citant Boileau, il distingue le divertissement de l'amusement – « *Un lecteur sage fuit un vain amusement, et veut mettre à profit son divertissement* ». Ces définitions amènent Jean-Pierre Saez à se demander si, au fond, l'ambiguïté des frontières entre culture et divertissement n'est pas au cœur de la dissonance qui, comme le souligne Bernard Lahire, caractérise tout individu. Pour dépasser ces considérations théoriques, Jean-Pierre Saez rappelle que ce débat s'inscrit dans un contexte historique singulier lui-même nourrit d'oppositions à revisiter (culture cultivée/culture de masse, culture populaire/culture savante...) et d'inquiétudes (les effets des nouvelles technologies, l'individuation du rapport à la culture...). Il s'interroge ensuite sur la manière dont ces oppositions interpellent le champ des politiques culturelles et la notion de service public de la culture : « *Est-ce que la vraie question consiste à savoir s'il existe une frontière à ne pas dépasser entre culture et divertissement ?* » Ou bien est-ce qu'il s'agit d'élaborer une culture de l'émancipation, « *de la construction de soi qui englobe toutes les dimensions et tous les registres de la culture, à opposer une culture de la distraction de soi comme usage du temps de cerveau disponible* ». Pour conclure, il rappelle que le défi des journées de Rennes consiste à mieux formuler ces questions dans l'optique des rencontres de Berlin qui donneront un cadre comparatif nécessaire à ce débat.

### **10h30-11h00 : Communication liminaire sur le thème « Culture et divertissement »**

- **Marc BELIT**, président du Parvis, scène nationale de Tarbes

D'emblée, Marc Bélit annonce la nature volontairement provocatrice de son intervention, et son souhait d'engager une « *vraie réflexion* ». Pour cela, il commence par rappeler les cadres intellectuels qui ont participé à formaliser l'antagonisme culture et divertissement. Il évoque ainsi l'impact de l'École de Francfort dont les réflexions sur la reproductibilité et la marchandisation des œuvres à l'ère des consommations de masse et des industries culturelles ont contribué à transformer le paradigme du rapport à la culture, passant des vertus de la transcendance et du recueillement à celles de la consommation. Ce changement de paradigme a eu pour conséquence d'entraîner une transformation capitale du rapport à la culture qui privilégie la quantité au détriment de la qualité. Evoquant Arendt ou Pasolini qui érigeaient la culture en un acte de résistance à la distraction, Marc Bélit rappelle combien ces idées ont inspirées l'invention d'une politique culturelle, et le projet malrucien de défendre une haute vision de la culture pour lutter contre le divertissement. Mais pour Marc Bélit, l'utopie créatrice de la démocratisation a rapidement cédé la place à une ouverture tous azimuts qu'il qualifie de critiquable. Emblématique, selon lui, des années Lang, l'extension de la démocratie culturelle marque le renoncement à la compréhension du message artistique, transformant le spectateur-citoyen en amateur de « *divertissements culturels* ». Cette instillation de l'art dans la société – qu'il qualifie, en référence à Michaud, « *d'art à l'état gazeux* » – a favorisé l'institution du divertissement comme mode de diffusion culturelle. Renforcée par la culture de l'évaluation et la revendication du droit au plaisir et à la jouissance, l'offre culturelle fait se côtoyer indistinctement la fête et la critique sociale. Pour Marc

Bélit, cette hybridation de l'offre favorise une indifférenciation inquiétante des productions artistiques. Il évoque ensuite les transformations récentes engendrées par le numérique. Aujourd'hui, la culture d'écrans favorise une approche participative où la gratuité occupe une place importante. Portée par de nouveaux moyens de communication qui transforment nos rapports aux temps et aux rites de consommation, la culture devient progressivement un « stock » que l'on peut monopoliser suivant ses désirs. Mais, pour Marc Bélit, ces nouvelles formes de consommations culturelles ne préfigurent pas la démocratisation culturelle tant attendue. Elles marquent au contraire le triomphe de l'*entertainment* qui entretient la confusion entre culture et divertissement. Paradoxalement, en faisant oublier la nécessité de former le regard du spectateur, cette confusion renforce les logiques aristocratiques et élitaires. Face à ce dilemme, Marc Bélit interroge le sens des politiques publiques aujourd'hui, et le rôle de la culture : « *Est-ce que la culture doit coller à la société et s'adapter ? Ou la dénier pour la changer ?* ». S'appuyant sur l'étude d'Olivier Donnat, Marc Bélit rappelle que seul un quart des français fréquente régulièrement les établissements culturels, et dénonce l'absurdité de « l'élitaire pour tous » cher à Vitez. Pour lui, l'idéal de démocratisation pèse sur l'action culturelle et empêche d'admettre que la culture reste, loin de la masse, « *le rassemblement des meilleurs !* » Evoquant le système nord-américain, Marc Bélit interroge la viabilité d'une culture élitaine subventionnée dans une société caractérisée par la culture du divertissement. Selon lui, repenser l'action culturelle, à l'époque mondialisée et dans une société transformée par de nouvelles formes de communication et de consommation, implique de mieux comprendre les modes contemporains de production et d'appropriation de la culture.

#### **11h15-12h30 : Table ronde animée par Jean-Pierre Saez**

- **Jean-Louis BIARD**, président de l'association « réseau », membre de l'assemblée générale de l'Observatoire des Politiques Culturelles
- **Jean-Louis BERNARD**, sociologue et sculpteur
- **Jean-Michel DJIAN**, journaliste au Monde diplomatique, ancien rédacteur en chef du Monde de l'éducation

#### **Question – L'opposition entre culture et divertissement est-elle au fondement des politiques culturelles ?**

Jean-Michel Djian, constate une certaine « *anxiogénéisation* » des politiques publiques depuis 1981. Ce phénomène résulte de la double volonté de maintenir une offre culturelle de haut niveau, et de poursuivre la démocratisation de l'accès à la culture. Après avoir rappelé qu'il était de gauche, Jean-Michel Djian suggère que si l'on adopte un point de vue de droite, l'exigence artistique et la démocratisation ne sont pas compatibles, notamment parce que l'exigence isole et distingue certaines pratiques au détriment d'autres. Pour lui, la principale difficulté consiste justement à ne pas opposer les pratiques, à ne pas opposer culture et divertissement. Pour Jean-Michel Djian, le salut des politiques culturelles publiques réside dans l'éducation artistique, souvent présentée comme une priorité dans les discours mais jamais réellement appliquée dans les faits. Il rappelle ensuite que le « mieux disant culturel » abouti à une impasse, et à une exacerbation de la culture de divertissement sous son plus mauvais jour. Il cite en exemple les conséquences de la privatisation de TF1, et de l'ouverture des ondes à des chaînes privées comme la 5<sup>ème</sup> en 1987. Pour lui, face à l'explosion des contenus culturels de toutes sortes, l'éducation artistique constitue le dernier rempart pour former des esprits libres et critiques. Face à une offre culturelle qui privilégie les héritiers, l'urgence consiste donc à remettre l'école au premier plan, pour permettre ainsi aux individus de faire, en toute conscience, la différence entre ce qui cultive et ce qui diverti.

### **Question – Le débat entre culture et divertissement est-il pertinent ?**

Jean-Louis Bernard évoque sa perplexité sur la pertinence du débat, notamment en raison de sa double position de sociologue et de sculpteur. En tant que sculpteur, il connaît les vertus du divertissement : « *on pose quelque chose, et puis il se passe autre chose* ». Pour lui, les moments de récréation sont parfois les plus créatifs car ils favorisent une appropriation et un dépassement de soi : « *on n'est pas maître du sens* ». Y compris du point de vue de celui qui reçoit l'œuvre, rien ne présage de la portée des œuvres et des créations. Reprenant son statut de sociologue, Jean-Louis Bernard évoque une étude réalisée pour le Conseil Général du Val de Marne sur un réseau de spectateurs de théâtre. Dans ce réseau très diversifié socialement, pour les classes populaires, le divertissement est ouvertement revendiqué : « *le théâtre doit divertir!* ». Pour autant, sa vocation réflexive n'est pas rejetée. Si un spectacle qui plaît est volontiers qualifié de divertissant, la teneur du spectacle ne l'est pas toujours. Il évoque ainsi un spectacle proposé par une association de quartier qui, sous le ton de l'humour, abordait des questions délicates sur le statut de la femme : « *l'humour faisait passer le message* ». Les gens ont besoin de comprendre ce qu'ils regardent, ils ont besoin qu'on leur donne les codes. Pour Jean-Louis Bernard, il n'y a donc pas une frontière aussi claire que cela entre culture et divertissement. Aujourd'hui, les écrans permettent aux gens de chercher des réponses pour comprendre ce qu'ils voient. En outre, la richesse des parcours culturels des individus ne se résume pas à leur classe sociale. Il conclut en rappelant comment les politiques culturelles ont « *cassé* » les cultures populaires et les repères des classes populaires. Pour lui, la focalisation sur les pratiques cultivées des classes supérieures, et le regard méprisant porté sur les cultures et les classes populaires ont fait oublier leur richesse.

### **Question – Quel est le point de vue du professionnel sur les politiques culturelles ?**

Jean-Louis Biard commence en rappelant la largeur de l'éventail de l'intervention culturelle des collectivités, « *du service des fêtes aux politiques culturelles* ». Pour lui, l'étude du fonctionnement des collectivités et des modes de gestion ne peut pas se lire à travers le prisme culture/divertissement. Les grandes manifestations, par exemple, sont parfois intégrées à d'autres budgets que ceux de la culture. Ensuite, Jean-Louis Biard s'interroge sur l'évolution des choses, et prend l'exemple les enseignements artistiques. S'il y a 30 ans, les écoles œuvraient essentiellement dans la préparation des enfants au conservatoire et au conservatoire supérieur, aujourd'hui, ce sont davantage le plaisir et le désir qui sont au cœur de l'apprentissage. Cette transformation de la pédagogie matérialise l'écart entre la démarche artistique et la démarche culturelle. Jean-Louis Biard enchaîne ensuite sur l'importance de la médiation dans les musées. L'optique malrucienne de la capacité des œuvres à éveiller instantanément la sensibilité n'est pas suffisant. Les médiateurs doivent apporter des connaissances tout en racontant une histoire. Apprendre en divertissant, voilà peut-être le secret pour attirer les publics. Pour terminer, Jean-Louis Biard aborde la question des subventions et du fait que « *tout le monde sollicite l'aide des collectivités : ceux qui revendiquent une exigence de travail artistique, tout comme ceux qui revendiquent un soutien important du public* ». Même si, en dehors des subventions d'autres solutions de soutien sont envisageables, la position des collectivités demeure complexe. Dans un contexte de raréfaction des budgets, il y a urgence à clarifier les priorités et les missions des collectivités territoriales, notamment en rappelant que le soutien doit d'abord se porter sur la qualité des projets.

### **Question – Y a-t-il une confusion des valeurs entre culture et divertissement ?**

Pour Jean-Michel Djian, les élus, de droite ou de gauche, sont sensibles à l'idéologisation du divertissement culturel. Cette tendance majoritaire entraîne une illisibilité des valeurs de la démocratisation culturelle. Par exemple, les organigrammes des collectivités territoriales montrent bien la manière dont elles spécialisent les professions et les activités culturelles. Pour lui, ce phénomène est « *cynique et pervers* » puisqu'en s'appropriant le divertissement, on « *émascule les valeurs de la démocratisation* ». Ainsi, les collectivités territoriales se trouvent embarquées dans l'activité de la production de l'offre qui n'est pas leur travail. Pour Jean-Michel Djian, dans un Etat jacobin comme la France, ce système amplifie la fusion idéologique entre culture et divertissement. L'absence de coopération horizontale favorise le primat de la quantité sur la qualité : le montant des budgets, le nombre de spectateurs... Pour lui, cette « *idéologie rampante* » ne procède pas de l'art mais du divertissement : « *lorsque la quantité devient un moteur de l'activité publique, le danger guette !* »

### **Question – Quelles sont les conséquences de la raréfaction de l'argent public ?**

Pour Marc Bélit, cette question mérite d'être débattue à la fois, parce qu'elle va très vite se poser, mais aussi parce qu'elle pointe certaines contractions de l'action de l'Etat et des collectivités territoriales. Il faut ainsi se demander quelles sont les priorités de l'action publique. La cohésion sociale ? La diversité culturelle ? « *Faut-il rendre manifeste le multiculturalisme rampant ? Faut-il que les pouvoirs publics assument les spécificités culturelles des individus ?* » Si les priorités sont là, alors la question du goût doit prendre un autre chemin. Marc Bélit reprend son argument précédent sur le mécénat et rappelle les résultats de l'étude d'Olivier Donnat sur les pratiques culturelles des français : « *Ce sont les mêmes classes moyennes de formations supérieures qui payent des impôts et qui prennent des abonnements dans les salles de spectacles. Grâce aux réductions fiscales, et en passant de l'abonnement au mécénat, on pourrait faire tripler les budgets de la culture !* » Marc Bélit explique qu'aux Etats-Unis, et contrairement aux idées reçues, c'est le mécénat individuel, le « *cercle des connaisseurs* », qui finance la vie culturelle et non les entreprises. Par conséquent, pour Marc Bélit, « *en sortant du problème des 10% de personnes qui captent l'essentiel des aides publiques* », et en traitant cette question du mécénat, on écrirait un scénario plus clair qui ne mélange pas les questions de goût, de démocratisation, et de culture, car « *il faut bien reconnaître qu'en matière d'art, la démocratisation trouve ses limites* ».

### **Débat : Réactions de la salle**

Réagissant directement aux propos de Marc Bélit, Anne Weber revient sur la question de la défiscalisation du mécénat autorisée par la loi. Si le mécénat américain favorise la réunion des individus et des entreprises dans le financement de la culture, personne n'a évalué le manque à gagner fiscal qu'engendre un tel système. « *Qui paye, si ce n'est la majorité des citoyens ?* » En outre, et pour dépasser le discours de l'échec de la démocratisation culturelle, Anne Weber se demande pourquoi le développement des pratiques amateurs n'est jamais mis au crédit de la démocratisation.

A sa suite, Anne Quentin déplore que le rapport entre culture « et » divertissement n'ait pas été davantage abordé par les intervenants, notamment en évoquant la culture comme art ou comme bagage. Elle évoque aussi d'autres notions « *troublantes* » qui auraient mérité d'être explicitées comme celles d'exigence ou de valeurs. « *Lorsqu'on parle d'exigence, parle-t-on de finalités ou de hiérarchies.*

*Lorsqu'on parle de valeurs, parle-t-on d'un capital commun partagé ou de la validation de normes ?»* Enfin, Anne Quentin déplore que la question de l'art contemporain ait été peu abordée : « *Faut-il déclarer la mort des esthétiques ? Ou bien faut-il profiter de ce temps historique pour les refonder plutôt que de déplorer cette culture des écrans dont rien ne prouve qu'elle soit totalement dépourvue de sens critique ?* »

Pour Pierre Boutin, le procès entre art et divertissement n'est pas fini. Pour lui, cette opposition a même l'allure d'un « *complot* » que les acteurs culturels relaient et alimentent. Il est donc grand temps de dépasser ce débat hérité des premières politiques culturelles, car « *même si ce n'était pas son souhait, Malraux a mis en oeuvre une politique bourgeoise pour les bourgeois* ». Lang, malgré son discours d'élargissement, n'a pas renoncé à cette direction même si, à la fin de son mandat, il intègre la question de l'éducation. Pour Pierre Boutin, il est donc urgent de réconcilier culture et divertissement pour refondre la politique culturelle car l'entretien de cette opposition amène aux pires extrêmes : « *le fascisme et le terrorisme* ».

En tant qu'élus, Christian Provost évoque sa peur du totalitarisme à venir, et la nécessité de freiner la scission entre culture et divertissement. Pour lui, la gauche a fait un certain nombre d'erreurs et n'a pas su endiguer la « *marchandisation des âmes et le formatage* ». Si, en tant qu'homme de gauche, il se sent perdu face à l'économie de marché, il pense nécessaire de « *trouver l'équilibre entre les moments où l'on s'absente de soi-même et les moments où l'on s'émancipe de soi* ». Pour lui, cet équilibre doit être un guide pour les politiques culturelles, notamment afin d'éviter ce qu'il nomme la « *réaristocratisation du monde* ». Christian Provost évoque ainsi certains « *lieux culturels clivés comme les scènes nationales* » qui, selon lui, encouragent la reproduction d'une élite. Pour lui, la démocratie doit veiller à éviter la scission entre une élite qui pense pour les autres et le peuple, et favoriser un vivre ensemble non-communautariste. La priorité doit donc être donnée à l'éducation artistique dans sa capacité à entretenir la résistance des individus et à mélanger les publics. Cette mixité républicaine implique de cesser de penser les populations et les cultures du haut vers le bas, car, au fond, « *il ne s'agit pas d'élever les gens mais de les enrichir mutuellement* ».

Marion Denizot réagit vivement aux propos de Christian Provost, et se déclare très étonnée des poncifs de certains discours de gauche, notamment la présentation de l'art comme « *fatigant* » ou « *inaccessible* ». Pour elle, ces propos sont bien loin du travail des institutions culturelles au quotidien avec leurs publics et les artistes. Elle rappelle combien les attaques systématiques et idéologiques contre les institutions, au nom de l'échec de la démocratisation, fleurent avec le poujadisme. En outre, ce discours oublie l'artiste et la nécessité de l'autonomie de son acte. La confusion entre culture et divertissement, ne doit pas faire oublier que ce sont avant tout l'art et les artistes qui étaient au cœur du projet de décentralisation.

A sa suite, Michel Tamisier revient sur les dangers d'une critique des scènes nationales dont les spectacles sont loin d'être toujours ennuyeux. Il évoque le travail de la scène nationale de Cavaillon qui sait allier intelligence, distraction et conquête de nouveaux publics.

En prenant l'exemple du football, Pierre Coignard rappelle combien culture et divertissement se rejoignent, et tout l'intérêt de considérer les aspects culturels des divertissements. La question des critères d'évaluation de la qualité artistique reste une question subversive : « *il est plus facile de faire du quantitatif aujourd'hui... Pourtant, le public ne peut devenir le seul outil de mesure de la qualité artistique* ».

Pour Pierre Diedrich, qui se présente comme un élu de gauche, passionné de musique classique, la question de l'éclectisme des goûts culturels mérite d'être posée. A la suite de Jean-Louis Biard, il s'interroge sur la capacité de certains clivages pédagogiques à créer des clivages esthétiques. Il rappelle ainsi qu'il existe une pluralité d'approches pédagogiques qui ne sont pas nécessairement contradictoires, « *c'est en plaçant le plaisir au cœur de la démarche pédagogique que l'on peut parvenir à réconcilier les esthétiques et les répertoires* ».

Dernier interlocuteur, René Daubriac rappelle combien aujourd'hui encore ruralité et accès à la culture ne sont pas toujours faciles à concilier. L'élu doit ainsi veiller à apporter des réponses à tous les concitoyens, et à garder l'équilibre entre « *ce qui remplit et ce qui remplit moins* ».

### **Débat : Réactions des intervenants**

Pour Marc Bélit, avec la dette et les réformes qui s'annoncent, le modèle unique de gestion des politiques culturelles françaises doit être remis en cause : « *soit on s'agrippe à nos certitudes, soit on constate qu'une part de la culture nous échappe* ». Si l'on veut soutenir le vivre ensemble des cultures, il faut leur donner des moyens comparables : « *ce que coûte à l'argent public le plaisir de quelques uns est un problème à se poser* ». Il faut trouver des scénarii alternatifs.

Sortant de sa réserve de modérateur, Jean-Pierre Saez invite Marc Bélit à reconsidérer le nombre des bénéficiaires des politiques culturelles et à sortir du spectacle vivant. Toutes catégories, et toutes pratiques confondues, la culture concerne au moins 40% de la population.

Jean-Michel Djian se félicite que l'éducation artistique revienne dans le débat. Car si, pour lui, la croissance de l'offre culturelle profite aux privilégiés et aux héritiers, la question de la « *résistance à la barbarie naissante* » ne peut passer que par l'école. Mais cette école, nous dit-il, est en mauvaise état. Pour lui, la priorité des priorités consiste à « *former l'esprit critique des individus pour juguler le raz-de-marée divertissant* » sans remettre en question l'aspiration des artistes. Cela commence par exemple par prendre le temps de la réflexion. Il termine en déplorant le fait que les intellectuels n'ont plus leur place dans le débat sur la culture, et en rappelant l'importance du rôle que jouait l'Education populaire dans l'organisation d'une médiation entre les publics et les artistes.

Répondant à la question qui lui était plus directement adressée, Jean-Louis Biard rappelle en effet que les modifications des pratiques pédagogiques ne mettent pas en danger les musiques savantes. En revanche, il pense qu'il est nécessaire de s'affranchir des modèles d'apprentissage savant, et de commencer par le désir et le plaisir pour apprendre. Il termine en revenant sur le débat sur les scènes nationales, et invite chacun à observer la réalité des programmations qui sont larges et diversifiées.

Pour Jean-Louis Bernard, le principal problème aujourd'hui tient dans la nécessité de dépasser l'héritage des politiques culturelles qui ont institué une scission entre le monde de l'art et le reste de la vie ordinaire sociale, économique... Pour lui, l'art participe de tous les instants et tout le monde y participe. Si bien sûr, l'action du ministère des Affaires Culturelles a longtemps été motivée par le fait d'empêcher les artistes d'être sous la coupe des élus locaux, d'André Malraux à Jack Lang, l'action politique a également participé à sacraliser les artistes sans laisser de place à la critique. En outre, si l'on évoque la minorité de français qui participe à la vie culturelle, qu'en est-il des artistes ? La grande majorité ne parvient pas à vivre de leur art.

Jean-Pierre Saez conclut cette table ronde en soulignant la complexité du débat qu'avait déjà pointé Edgar Morin en 1962 dans *l'Esprit du temps*. Il ne peut s'empêcher de croire que si les politiques avaient porté une plus grande attention à cet ouvrage, le problème se poserait sans doute autrement aujourd'hui.

## Jeudi 19 novembre

---

### 9h00-10h00 : Synthèse des ateliers

- **Atelier 1 : Anita WEBER**, ex-Drac Ile de France
- **Atelier 2 : Jean-Louis BERNARD** sociologue et sculpteur
- **Atelier 3 : Philippe PUJAS**, directeur de POLICULTURES, la lettre des politiques culturelles

#### **Anita Weber**

#### **Atelier 1. Culture et divertissement : question politique, question de politique culturelle**

En rappelant le caractère « ferme » et « musclé » des interventions, Anita Weber propose une synthèse de l'atelier autour de 3 points : la définition des termes culture et divertissement ; la question des politiques culturelles ; et les pistes d'actions futures.

Les débats ont permis de réinterroger la question des cultures populaires et la tentation de substituer le débat culture et divertissement au débat, sensiblement différent, culture cultivée et culture populaire. Cette tentation questionne la place que les politiques publiques accordent aux cultures populaires. Anita Weber note que, pour les intervenants de l'atelier, ces hiérarchies apparaissent peu pertinentes, car si la culture induit une forme d'exigence ou d'effort, les temps de divertissement et de respiration ne sont pas, pour autant, absents de l'offre culturelle. Les intervenants ont ainsi approuvé la distinction proposée par Jean-Pierre Saez, « *entre d'un côté la culture comme construction de soi, et de l'autre, le divertissement comme absence de soi* ».

Au final, les intervenants rejettent l'opposition culture et divertissement pour trois raisons principales. Premièrement, parce que culture et divertissement sont plus imbriqués qu'on ne le dit : le divertissement participe aussi à une construction de soi que, par ailleurs, la culture ne garantit pas toujours. Deuxièmement, ce clivage théorique ne s'incarne pas dans la pratique et l'action des acteurs culturels où le prétexte du divertissement sert parfois à amener les publics vers des propositions plus exigeantes. Troisièmement, ce clivage connaît aujourd'hui une forte instrumentalisation politique comme en témoigne la lettre de mission du président de la République adressée à Christine Albanel. La contamination des deux termes témoigne d'une entreprise de culpabilisation des acteurs culturels – accusés d'utiliser les impôts de tous pour le plaisir de quelques uns – qui signifie la remise en question sous-jacente d'un service public de la culture, pas toujours ressenti comme indispensable par les citoyens.

Enfin, les intervenants ont tenté de dégager des pistes d'action autour de l'idée de résistance collective et de solidarité entre les acteurs culturels. Résistance qui doit également s'attacher à refondre l'action publique sans oublier les besoins changeants de la population, ni la logique industrielle de la société de masse qui tente de monopoliser la culture pour en faire un loisir marchand.

#### **Jean-Louis Bernard**

#### **Atelier 2. Culture et divertissement : des pratiques et des univers opposés ?**

Dans sa synthèse, Jean-Louis Bernard a surtout voulu travailler sur le point d'interrogation du titre de l'atelier. Il procède ainsi par associations d'idées dans le but de dégager des pistes d'action. Pour lui, les interventions se sont réparties en

deux pôles opposés : d'abord, la peur d'un rabaissement de l'action culturelle au divertissement, ensuite, l'espoir de voir se développer, autour des cultures populaires, une offre culturelle largement partagée. S'il retient la nécessité de développer des voies culturelles et artistiques autour des cultures populaires, Jean-Louis Bernard pointe également trois axes qui permettent d'appréhender les mutations de l'action culturelle et les défis à relever : la relation au politique, les publics, les artistes et les institutions.

Il ressort des interventions que la relation au politique n'est pas isolée et qu'elle entretient d'étroites relations avec la politique sociale, d'emploi ou d'aménagement du territoire. Si l'on considère le défi actuel de repenser les dépenses culturelles, on peut alors se demander s'il s'agit vraiment d'une faiblesse. Par ailleurs, cette question interroge la relation des artistes au politique. Si la force du ministère de la culture a longtemps été de faire vivre les artistes, pour Jean-Louis Bernard, cette « *fiction réconfortante* » a également retardé une structuration économique et une autonomisation des artistes. Sachant que les politiques territoriales ont tendance à penser la création à travers le territoire, cette question mérite d'être posée.

Sur la question des publics, Jean-Louis Bernard plaide pour une approche ethnographique. Pour lui, les enquêtes du DEPS ignorent le fait que les publics élaborent des stratégies culturelles qui ne passent pas par les institutions. De fait, les données statistiques de masse s'avèrent inutilisables pour comprendre le rapport que les gens entretiennent avec les objets culturels. En outre, aujourd'hui, les jeunes générations bricolent leur appartenance culturelle en excluant, indirectement, les plus âgées. Pour ces derniers, se pose alors la question de la transmission et de la pérennité des valeurs vis-à-vis d'une génération sur laquelle ils n'ont aucune prise. Les démarches d'autonomisation des jeunes suivent des trajectoires différentes des générations précédentes, et le plus souvent, là aussi, en dehors des institutions.

Enfin, à propos des artistes et des institutions, Jean-Louis Bernard rappelle que « *les artistes sont rarement là où on les attend, tandis que les institutions sont toujours là où on les attend* ». Ce paradoxe interroge le rôle et la mission des institutions : faut-il qu'elles assurent la stabilité des formes de diffusion et d'appropriation culturelles ? Ou faut-il qu'elles prennent la mesure de tous ces changements, les accompagnent, les utilisent, les fécondent ?

### **Philippe Pujas**

#### **Atelier 3. Offre culturelle ou offre de loisirs : manager les impératifs économiques, résister aux logiques industrielles**

Pour Philippe Pujas, le seul débat qui compte, c'est bien celui de l'industrie du loisir car les enjeux culturels contemporains sont avant tout des enjeux industriels. La question de l'économie de la culture a donc été au cœur des interventions de l'atelier. En prenant l'exemple des projets culturels de quartiers initiés par Philippe Douste-Blazy, il rappelle que l'impact de l'action culturelle peut aussi se regarder du point de vue économique et social. Citant l'ouvrage de Bruno Colin, Philippe Pujas rappelle qu'une nouvelle économie culturelle, solidaire et réciproque, tente de se mettre en place sous l'impulsion d'entreprises qui aspirent à produire une alternative à l'industrie du loisir. Les intervenants de l'atelier ont orienté les débats autour des musiques actuelles auxquelles on a souvent reproché leur proximité avec les industries culturelles. Cette proximité a d'ailleurs engendré à leur égard une certaine méfiance de la puissance publique, voir une remise en question du soutien de ce secteur, alors que paradoxalement, l'Etat est parfois allé au devant des besoins des industries (i.e. Les Zéniths). Cette dérive rappelle qu'en matière d'industries culturelles, l'action publique doit d'abord se situer du côté des contenus plus que des contenants. Le cas du CNC, qui soutient la diversité des productions, est cité en exemple. Philippe Pujas évoque ensuite l'ambiguïté de la

position de certains artistes qui critiquent le système industriel tout en étant porté par celui-ci. Cette ambiguïté génère une confusion chez les élus tentés par la facilité de programmer, et donc de soutenir, des vedettes. Malgré les efforts de la FNCC, la formation des élus aux enjeux culturels et médiatiques reste une urgence. La formation des jeunes par l'éducation artistique constitue l'autre rempart contre l'industrie du divertissement, même si paradoxalement, les jeunes qui subissent davantage le bombardement médiatique sont aussi ceux qui le maîtrisent le mieux. En creux, nous dit Philippe Pujas, l'atelier a exprimé les craintes des acteurs culturels, face à la domination industrielle et médiatique d'un système qui « *emporte tout sur son passage* », et qui met dos à dos culture et divertissement. Car, derrière la critique du divertissement pointe la dénonciation du système industriel et de sa logique financière. Quels effets cela engendre-t-il sur la demande et sur la production culturelle ? Peut-on croire à une autorégulation ? Comment résister aux logiques industrielles ? Telles sont, en substance, les questions qui se posent aujourd'hui aux collectivités territoriales, et à tous les secteurs de la vie culturelle.

### **Réactions/Débats :**

Une partie des intervenants évoque la nécessité de positiver le débat en rappelant, à la fois la prise de conscience des élus à l'égard des enjeux culturels contemporains, et la nécessité de proposer une image positive du divertissement culturel pour ne pas « *l'abandonner aux mains des industries du loisir* ». Certains n'hésitent pas à affirmer que la sanctuarisation des lieux culturels et la mise à distance de l'Education populaire a contribué à alimenter la scission entre culture et divertissement. D'autres soulignent la capacité de résistance à l'industrialisation des acteurs culturels, et la nécessité de préserver des espaces de sorties, et de rencontre entre les gens, autour de la culture : « *la sortie comme acte de résistance au matraquage médiatique* ». Pourtant, certains soulignent que malgré sa vivacité et sa capacité de résistance, le monde associatif reste loin des institutions. De même, de nombreuses innovations artistiques se déroulent en dehors des cadres de l'action culturelle traditionnelle, et sur des objets et des pratiques hybrides.

Sur le plan des idées, une autre partie de la salle exprime le besoin d'un discours idéologique sans démagogie, dans un contexte de confusion, et à une période où la culture n'est plus un facteur de distinction droite/gauche. D'autres appellent à rester vigilant face aux dérives réactionnaires et aux amalgames rapides : « *la rentabilité n'est pas l'ennemi de la qualité* ». Au final, la nécessité de ne pas stigmatiser le divertissement implique de s'émanciper du modèle historique des politiques culturelles, et de « *prendre les choses en main* ».

Enfin, une partie des remarques concerne l'éducation artistique et la place de l'école. Sans confondre les deux, et en rappelant l'explosion des pratiques amateurs, certains intervenants déplorent le fait que ces questions aient été peu abordées. Pourtant, et si l'on considère l'état des enseignements artistiques à l'école et les difficultés à faire intervenir des artistes, l'enjeu est de taille. Dans ce contexte, les inégalités demeurent fortes, car si l'école touche une large partie de la population, les pratiques amateurs restent tributaires des initiatives individuelles. Sur ces questions les étudiants présents dans la salle réagissent en clamant leur volonté d'agir et de trouver des modes alternatifs. Ils déplorent cependant l'absence d'une véritable médiatisation de l'offre culturelle et la scission entre les artistes, la recherche, les politiques et les acteurs culturels. Certains s'interrogent sur l'implication et les velléités des artistes à prendre part au débat. Face aux inquiétudes exprimées à l'égard de la culture d'écrans, d'autres rappellent l'existence d'un regard critique et la nécessité de ne pas séparer culture et divertissement. Les modes ludiques d'apprentissage de la musique évoqués lors

des débats précédents soulignent les différentes formes d'apprentissage, et la nécessité de former le regard du spectateur par la pratique.

### **11h00 – 11h45 : Synthèse générale**

- **Jean-Pierre Saez**, directeur de l'Observatoire des Politiques Culturelles de Grenoble

En revenant sur la complexité du contexte économique, politique et institutionnel contemporain, ainsi que sur l'incertitude qui plane quant à la réforme des collectivités territoriales, Jean-Pierre Saez rappelle la fragilité du secteur culturel. Résumant les interventions, il évoque à la fois, la pertinence du débat culture et divertissement, et le consensus autour du fait, qu'aujourd'hui, l'opposition des deux termes n'a plus de sens. Car, aussi bien la culture comme prise de distance, que le divertissement comme satisfaction d'un besoin immédiat, participent à la construction de soi. Si la critique intellectuelle a exprimé ses craintes vis-à-vis des industries culturelles et de l'avènement d'une culture de masse, elle en a aussi minimisé les effets et la complexité. De fait, le débat sur l'impact réel des industries culturelles dans la démocratisation culturelle demeure entier. Ici, Jean-Pierre Saez insiste sur la nécessité de se réapproprier cette question de la démocratisation, et de la regarder de manière complexe en évitant aussi bien les lieux communs que l'auto flagellation.

Jean-Pierre Saez revient ensuite sur l'héritage historique légué par le ministère de la Culture, et son opposition relative aux industries culturelles, d'une part, et à l'Éducation populaire, d'autre part. Face à cela, les enjeux politiques contemporains exigent de ne pas être simplement en résistance – c'est-à-dire arc-bouté sur des acquis – ou en concurrence, mais d'adopter un esprit de conquête, d'appropriation et de maîtrise des enjeux culturels contemporains. Car si les débats de ces journées ont manifesté une certaine désespérance face au politique, la confiance demeure dans sa capacité à assurer la cohésion sociale et la défense de l'intérêt général. Cette réflexion entretient à la fois une croyance idéalisée dans la toute puissance du politique, et certaine une défiance vis-à-vis du politique qui, au nom d'une compréhension plus intime du peuple, stigmatise la culture. Les intervenants ont également évoqué l'importance des élus locaux qui tentent de relier « *désespérément* » les citoyens entre eux. Au final, si la volonté de lier culture et population demeure, s'exprime aussi un véritable besoin de faire de la politique autrement, comme en témoigne le succès de la démocratie participative. En outre, et si ces journées ont peu interrogé les élus sur leur capacité à s'inscrire dans cette dialogique culture et divertissement, il ressort un « *portage politique insuffisant de la cause de la culture* ».

Evoquant la RGPP et la LOLF, Jean-Pierre Saez aborde ensuite le phénomène de rationalisation des politiques publiques dont la « *frénésie indicatoriale* » concourt à donner l'image « *d'une culture soluble dans la mesure* ». Pour problématique qu'il soit, cet amalgame ne doit pas faire oublier un réel besoin de compréhension de la réalité des pratiques en prenant soin de porter sur celles-ci un regard complexe qui s'intéresse aussi bien aux structures qu'aux trajectoires, et qui favorise à la fois l'action et la réflexion.

Pour finir, et dans la perspective de Berlin, Jean-Pierre Saez dresse un certain nombre de pistes de réflexion : l'éducation artistique ; les pratiques amateurs ; le rôle du politique dans une perspective comparative ; les cultures d'écrans ; le réarmement culturel des industries culturelles... Il conclut sur des considérations plus philosophiques en se demandant à « *quelle heure de la culture sommes-nous ?* ». Il évoque les écueils du « *nouvel homme pulsionnel* » que dessinent les « *recettes* » du bonheur factice de la société contemporaine, et rappelle le rôle d'émancipation et de conscientisation de la culture.